



2010, année internationale de la biodiversité : les Lépidoptères, un trait d'union entre les hommes et la nature

La multiplicité des organismes vivants qui peuplent notre planète constitue sa vraie richesse biologique. La vie a commencé dans les océans primitifs, il y a près de quatre milliards d'années et elle continue son développement aujourd'hui, au gré des multiplications asexuées et des procréations que chaque individu met à profit pour assurer la pérennité de son espèce.

Holométaboles, les papillons se reproduisent en effectuant une métamorphose complète. Les femelles, après s'être accouplées, pondent des œufs sur des espèces végétales spécifiques, desquels sortiront de petites larves, les chenilles, qui grandiront à la faveur de mues successives. Arrivée à maturité, chaque larve tissera un cocon et deviendra une nymphe. Après quelques semaines ou quelques mois, cette dernière permettra, après transformation, l'éclosion d'un insecte adulte, l'imago, souvent paré de magnifiques couleurs, qui sera à l'origine d'un nouveau cycle.

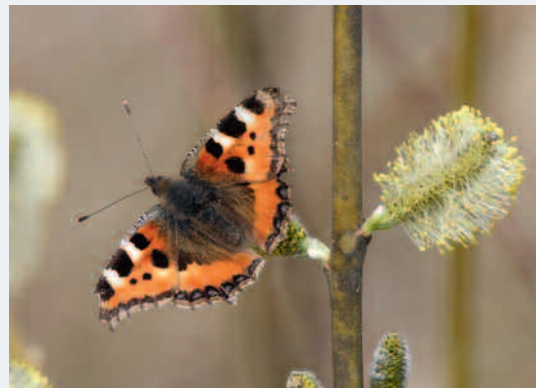
Malheureusement, l'impact de l'Homme sur la nature provoque de nos jours une rapide destruction des écosystèmes et, par conséquent, des organismes qui les habitent. Les papillons, comme tous les autres insectes, sont touchés de plein fouet et payent un lourd tribut à notre civilisation. Victimes d'une société humaine qui transforme à coups d'engrais les associations floristiques naturelles, qui effectue des fauches répétées de la végétation à toutes les saisons, qui élimine systématiquement les plantes rudérales, qui taille et détruit trop souvent les haies et les bosquets, tous les Lépidoptères de nos contrées voient leurs populations chuter inexorablement et bon nombre des espèces jurassiennes sont au seuil de l'extinction.

Dans la nature comme dans les villes, après une catastrophe, la vie doit reprendre son cours et souvent l'espoir renaît et sert de fil conducteur aux survivants. L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention l'a bien compris. Il effectue son travail avec compétence et responsabilité en aidant ceux qui en ont besoin. Par les contributions financières qu'il accorde, il offre un nouveau départ à ceux qui ont été touchés par un événement tragique, destructeur de leurs biens immobiliers. La nature a aussi besoin de notre aide, car il n'est pas trop tard, mais il ne faut plus tarder. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée générale des Nations-Unies a décrété 2010 « Année internationale de la biodiversité ». Chacun peut y contribuer à sa manière, là où il habite et à moindre frais. Dans le cas des papillons, il suffit de semer des graines de plantes à fleurs dans son jardin, de conserver ici et là des prairies naturelles, de sauvegarder les marais, les tourbières et les prairies maigres, bref, de laisser un peu de nature sauvage autour de nous.

C'est un geste simple en faveur de l'environnement, une contribution modeste, mais efficace, qui permettra de sauvegarder des organismes merveilleux pour le plaisir des générations futures.

Miécourt, avril 2010

Michel Juillard
Président du Parlement jurassien



Petite tortue, *Aglais urticae*

Aurore, *Anthocharis cardamines*

Chenille du Machaon, *Papilio machaon* →

Couverture : Carte géographique, *Araschnia levana*



Autorités, direction et personnel	2
Rapport annuel 2009 : le message du Conseil d'administration	3 - 4
Rapport de gestion 2009	5 - 6
Compte de Profits et Pertes 2009	7 - 8
Récapitulation	9
Capital assuré et primes encaissées en 2009	9
Bilan au 31 décembre 2009	10
Fonds des contributions fédérales pour interventions sur l'A16	11
Rapport de l'organe de contrôle	12
Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages	13
Capital assuré, primes et dommages	14
Dommages dus au feu	15
Grands dommages causés par le feu	15
Statistiques des sinistres dus au feu	16
Dommages dus aux éléments de la nature	17
Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature	18
Prévention incendie et dangers naturels	19 - 20
Lutte contre le feu (SIS)	21
Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie	22
Contributions des assureurs privés	22
Tableau récapitulatif général	23

Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention

2350 Saignelégier, Rue de la Gare 14, Case postale 371

Tél. 032 952 18 40, info@eca-jura.ch, www.eca-jura.ch

Conseil d'administration

Président :

M. le Ministre Charles Juillard,
Chef du Département des Finances, de la Justice et de la Police

Vice-président :

Jean-Marie Beuchat, électricien dip. féd., Courroux

Membres :

Mathilde Jolidon, paysanne, Lajoux, **Jean-François Kohler**, notaire, Courgenay,
Claude Schlüchter, technicien, Delémont

Commission financière

Jean-François Kohler (Président), **Jean-Marie Beuchat**,
Jean Bourquard, **Gérard Queloz**

Organe de contrôle

Fiduciaire :

Fiduconsult Jura SA, Saignelégier (dès comptes 2009)

Vérificateurs :

Michel Bouele, Delémont, **Benoît Bouverat**, Saignelégier

Vérificateurs suppléants :

Thierry Paratte, Les Breuleux, **Philippe Tardy**, Porrentruy

Direction

Directeur :

Jean Bourquard, Les Breuleux

**Prévention et lutte contre
les dommages**

Monique Paupe, experte en protection incendie et dangers naturels, cheffe de division,
Marc Braillard, secrétaire responsable (dès le 1.11.2009), **Daïana Hirschi** (dès le
1.8.2009), **François Jobin**, vice-directeur (→ 31.12.2009), **Jean Kittel**, expert en protection
incendie (dès le 1.11.2009), **Bernard Lab**, secrétaire responsable (→ 31.12.2009), **Pauline
Montavon** (→ 31.3.2009), **Charles Sester**, inspecteur cantonal des SIS

Estimations et sinistres

Experts :

Marco Vermeille, chef de division, **Massimo Vitalba**, expert

Assurance :

François-Xavier Boillat, responsable assurance et secrétariat

Secrétariat :

Florence Donzé, **Sylvie Gehriger**, **Patricia Panizza**

Comptabilité et ressources humaines

Gérard Queloz, chef de division, **Nadia Guichard**, **Céline Liechti**

Apprenti(e)s :

Mélanie Donzé (dès le 1.8.2009), **Daïana Hirschi** (→ 31.7.2009), **Angélique Jobin**,
Jérémie Taillard

Estimateurs

District de Delémont :

Francis Boivin, Delémont, **Jean-Louis Borer**, Delémont, **Bertrand Bron**, Delémont,
Pascal Burri, Soyhières, **Rudolf Schlumpf**, Courrendlin

District de Porrentruy :

Nicolas Greppin, Porrentruy, **Pascal Henzelin**, Porrentruy, **Aurelio Iovine**, Grandfontaine,
Frédéric Ramseyer, Courtedoux

District des Franches-Montagnes :

Pierre-André Cattin, Le Peuchapatte (→ 31.12.2009), **Nicolas Gogniat**, Lajoux,
Olivier Gogniat, Saignelégier

Expert installations thermiques

Bertrand Charmillot, Vicques (→ 31.12.2009), **Georges Queloz** (dès le 1.1.2010)

Expert installations techniques

Gabriel Bilat, Les Bois



Belle dame, Vanessa cardui

Paon du jour, Inachis io



SINISTRES 2009 : UNE BONNE ANNÉE À TOUS LES NIVEAUX !

Si 2008 a été une année très correcte au niveau des sinistres, l'année 2009 peut être considérée comme « réparatrice » au niveau financier pour l'ECA JURA. Les sinistres dus au feu restent nettement en dessous de la moyenne pluriannuelle. Quant aux sinistres dus aux éléments de la nature, à part les nombreux dommages dus au glissement et au poids de la neige, ils se situent à 20% en dessous de la moyenne enregistrée de 1979 à 2009. L'ECA JURA a recensé 979 cas de dommages dus aux éléments naturels pour un montant approximatif estimé à 1'965'000 francs.

L'année 2009 boucle sur un total de 237 cas d'incendie pour un montant de dommages d'environ 2,46 millions de francs. C'est 1,68 million de moins qu'en 2008, soit une diminution de 40%. L'année 2009 est une « bonne » année, puisqu'elle est 45% en dessous de la moyenne des sinistres survenus de 1979 à 2009.

Après une année boursière 2008 catastrophique, la courbe s'est inversée, ce qui a eu des conséquences bénéfiques sur la fortune de notre établissement qui s'en sort bien avec une performance des placements de 8,4% environ. Ce n'est que 1% de moins que la performance moyenne 2009 des caisses de pensions suisses. Considérant le fait que nous devons disposer en permanence de liquidités permettant de payer les sinistres, ce qui implique pour l'ECA JURA d'utiliser des dépôts et placements à terme très peu rémunérateurs en 2009, on peut affirmer que notre performance est très correcte. Le bon résultat global consolidé permet ainsi au Conseil d'administration de réalimenter la provision pour différences de cours sur titres qui avait été largement entamée au boucllement des comptes 2008, d'attribuer un montant de plus de 1,7 million à la réserve pour la prévention et la lutte contre les dommages et de créer une provision spéciale de plus de 1,6 million de francs destinée à accorder aux assurés un rabais de 20% sur les primes d'assurance de base en 2010.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2009, le Conseil d'administration a tenu sept séances pour traiter les dossiers le concernant et prendre des décisions importantes pour l'établissement. Comme chaque année, il a accordé des subventions aux communes pour la construction ou l'assainissement d'installations de réseaux d'eau potable, ainsi que des subsides aux corps de sapeurs-pompiers jurassiens.

Le 30 avril, il a décidé de lancer une analyse de risque afin d'identifier les activités critiques et de mettre en place les procédures adéquates, en collaboration avec la fiduciaire. Cette étude est encore en cours à fin 2009. Il a par ailleurs pris connaissance d'une étude confiée à la société PPCmetrics sur la stratégie à adopter pour notre politique de placements. La décision a été prise de diviser nos avoirs sous mandats en trois catégories : un mandat de gestion passive, deux mandats de gestion active et un mandat comportant des hedge funds. Une autre décision d'importance concerne plus particulièrement les sapeurs-

pompiers : une campagne de mesure du débit et d'identification subséquente de chaque hydrant installé dans le Jura a été autorisée par le Conseil d'administration qui a voté un crédit de quelque 600'000 francs à cet effet.

Le 29 juin, le Conseil d'administration a approuvé l'engagement d'un nouvel architecte en remplacement de François Jobin qui, après 30 ans de bons et loyaux services, a pris sa retraite à la fin de l'année. Il a également nommé un nouveau secrétaire à la tête du secrétariat de la Division de prévention et de lutte contre les dommages, en remplacement de Bernard Lab, également en retraite depuis la fin de l'année, après 18 ans passés au service de l'assurance immobilière.

Lors de la séance du 17 septembre, Jean Bourquard, directeur, a fait part de son intention de quitter l'ECA JURA, faisant valoir son droit à une retraite anticipée au 31 août 2010. Suite à cette annonce, une séance extraordinaire a été agendée pour mettre en place la procédure de mise au concours et de désignation de son successeur. Lors de la séance, après avoir recueilli de nombreux avis et pris connaissance des pratiques des autres ECA, le Conseil d'administration a approuvé les conditions d'assurance des panneaux photovoltaïques, avec mise en vigueur au 1^{er} janvier 2010. Une lacune provisoire d'assurance est ainsi comblée !

Le 19 octobre a eu lieu une séance extraordinaire du conseil d'administration, avec trois points à l'ordre du jour : la nomination d'un nouveau bureau fiduciaire comme organe de contrôle, la définition de la procédure de mise au concours du futur directeur et la politique de répartition des placements de l'ECA JURA. Pour ce dernier point, quatre banques ont été retenues pour la gestion de nos actifs. La nouvelle fiduciaire qui vérifiera les comptes de l'ECA JURA est la Société fiduciaire d'expertises et de révision Fiducosult Jura SA à Saignelégier.

Lors de sa dernière séance du 4 décembre 2009, le conseil d'administration a approuvé plusieurs projets et a pris des décisions importantes. Il a accepté l'implantation de stations météorologiques pour la mesure des vents dans le Jura, ceci afin de disposer de 12 stations météorologiques supplémentaires permettant de connaître les vitesses des vents lors de sinistres causés par la tempête. Un crédit de 80'000 francs a été voté à cet effet. Pour les SIS, l'ECA JURA subventionnera l'équipement radio de base Polycor à raison de 75% au lieu de 50%, afin de soulager les finances des SIS et donc des communes. Dans cette même séance, le règlement sur les subsides, qui datait de 2002, a été révisé et son entrée en vigueur fixée au 1^{er} janvier 2010. Les installations obligatoires de protection incendie ne seront dorénavant plus subventionnées. Le montant ainsi économisé sera mis à profit pour soutenir la prévention et la protection contre les inondations. Les comptes provisoires 2009 étant très favorables, le Conseil d'administration est entré en matière sur un rabais exceptionnel concernant la prime d'assurance de base pour 2010. Au niveau du personnel de l'ECA JURA, le Conseil a désigné Monique Paupe, ingénieure civile, en qualité de cheffe de la Division de prévention et de lutte contre les dommages.

C'est la première fois qu'une femme accède à un tel poste au sein d'un ECA en Suisse. Il approuve également, vu l'augmentation manifeste de la charge de travail, la création de deux nouveaux postes dans cette même division. Une dernière décision stratégique a été prise : l'ECA JURA abandonnera ses serveurs informatiques installés dans son bâtiment à Saignelégier. Une solution d'hébergement chez Globaz SA au Noirmont a été approuvée. Elle aura l'avantage, avec un coût un peu allégé, de garantir une véritable sécurité informatique et une mise à jour permanente des ressources du hardware.

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

La commission financière composée de deux administrateurs, du directeur et du gestionnaire comptable, s'est réunie cinq fois sous la présidence de M^e Jean-François Kohler pour suivre, surveiller et orienter la politique de placement des capitaux. Ses membres ont eu comme tâche principale le suivi et l'étude de la nouvelle stratégie de placements 2010 – 2013, ainsi que l'élaboration de propositions pour une nouvelle répartition de nos avoirs dans les banques. Ses membres ont, comme chaque année, participé à des séances spécialisées organisées par divers instituts bancaires. Le travail de la commission est primordial et permet d'étudier dans le détail les propositions qui seront ensuite soumises au Conseil d'administration, que ce soit dans le domaine des placements ou pour d'autres questions en relation avec les finances de l'ECA JURA.

RÉSULTATS 2009

Le résultat 2009 consolidé des trois secteurs « assurance », « prévention et lutte contre les dommages » et « finances » est excellent, grâce au secteur « assurance » qui dégage un bénéfice brut de plus de 2,8 millions de francs et au secteur « finances » qui génère une plus-value de l'ordre de 7,4 millions de francs.

Le secteur « prévention et lutte contre les dommages », qui doit s'autofinancer, boucle sur un déficit brut de plus de 2,6 millions de francs avant opérations de prélèvement sur des fonds ou des réserves et des attributions provenant du résultat du secteur « finances ».

Après différentes écritures au bilan, dont principalement une attribution de Fr. 5'650'000.- à la « provision pour différences de cours sur titres » et la constitution d'une provision pour rabais sur primes 2010 de 1,65 million de francs, le résultat consolidé des comptes 2009 de l'ECA JURA présente un bénéfice net de 62'995.14 francs.

CONCLUSION ET REMERCIEMENTS

1979 – 2009 : une évolution constante, de l'AIJ à l'ECA JURA ! Si les préoccupations changent ou évoluent, les défis restent bien présents au sein de l'établissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention. Après une mise en place de l'AIJ dans des conditions parfois difficiles, l'assurance immobilière du Jura a dû se préoccuper largement de la protection incendie et améliorer la protection des bâtiments, particulièrement agricoles, afin de réduire les trop nombreux sinistres dus au feu. Les forces se sont ensuite concentrées sur le maintien du monopole dans la mouvance de la libéralisation qui pouvait découler d'un vote positif, en 1992 – ce ne fut pas le cas –, sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE).

Devenue ECA JURA en 2005, l'Assurance immobilière du Jura a dès lors concentré ses efforts sur la prévention des dangers naturels, manifestations incontrôlables de la nature, dont la survenance imprévisible et inéluctable, particulièrement lors d'ouragans et d'inondations, alourdit de plus en plus la facture que doivent payer

les assurances ! Avec l'adoption, par le Parlement jurassien, de la nouvelle loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels, mise en vigueur le 1^{er} janvier 2009, l'ECA JURA est devenu un partenaire fiable, incontournable et solidaire au niveau cantonal, pour la planification et la mise en place de mesures de protection contre les dangers naturels qui menacent le patrimoine immobilier.

Le futur défi des ECA suisses, malgré une collaboration qui commence à se mettre en place et à porter ses fruits avec les assureurs privés, sera, sans aucun doute, d'oser choisir l'uniformisation des conditions d'assurance et des prestations offertes aux assurés des 19 cantons qui disposent du monopole cantonal d'assurance. C'est à ce prix que leur image pourra se renforcer, dans l'intérêt bien compris des assurés, et que la solidarité qui est le cœur du système des établissements cantonaux d'assurance sera garantie sur le long terme. L'ECA JURA y est favorable et s'emploiera à travailler à sa réalisation.

Le Conseil d'administration tient ici à remercier la direction et les collaboratrices et collaborateurs de l'ECA JURA pour leur engagement de tous les jours au service des assurés. Il remercie également les spécialistes externes qui collaborent activement avec l'ECA JURA dans les domaines de l'assurance et de la prévention des incendies et des dangers naturels et qui sont pour nous une aide précieuse et indispensable. Le Conseil adresse un merci tout particulier à MM. Jobin et Lab qui ont quitté l'ECA JURA à fin 2009 et ne manquera pas non plus, le moment venu, de marquer sa reconnaissance à son directeur sortant, Jean Bourquard.

Il salue l'engagement des maîtres ramoneurs et de leur personnel, de la police cantonale et de son service d'identification judiciaire, ainsi que de toutes celles et ceux qui œuvrent pour garantir la sécurité des bâtiments et de leurs occupants. Il adresse ses remerciements aux communes qui sont des alliées de première importance pour l'ECA JURA dans sa mission de mise en place et de contrôle des règles élémentaires de prévention en matière d'incendie et de dangers naturels.

Au terme de cette année 2009, nous clôturons ce 31^e rapport annuel de gestion en relevant l'engagement et la disponibilité permanente des sapeurs-pompiers, femmes et hommes, qui, jour après jour, donnent le meilleur d'eux-mêmes pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de dangers dus à l'incendie ou aux éléments naturels. Merci aux instructeurs, experts et inspecteurs qui assurent la formation de la relève et le perfectionnement de leurs collègues en les faisant bénéficier de leurs connaissances et de leur savoir-faire.

Au nom du Conseil d'administration de l'ECA JURA

Le Président :

Le Secrétaire :

Charles Juillard
Ministre

Jean Bourquard
Directeur

E C A • J U R A
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



2009: UNE BONNE ANNÉE POUR L'ECA JURA !

L'ECA JURA a connu une année qui peut être considérée comme relativement bonne, tant pour les sinistres dus aux éléments de la nature, avec légèrement moins de 2 millions de francs, que pour ceux provoqués par le feu ou la foudre. Au niveau des incendies, le montant des dégâts enregistrés est très nettement au-dessous de la moyenne 1979 - 2009, avec quelque 2,4 millions de francs. De plus, contrairement à une année 2008 catastrophique dans ce domaine, les bonnes performances des titres embellissent encore le bilan et génèrent d'excellents résultats.

Sinistres dus aux éléments de la nature

Les dégâts dus au poids et au glissement de la neige, avec plus d'un million de francs de dégâts, arrivent en tête des causes répertoriées pour les sinistres dus aux éléments naturels qui, avec 979 cas déclarés pour un montant de près de 2'000'000 de francs, font de 2009 un millésime acceptable !

Les causes de dommages sont les suivantes :

- vent : 547 sinistres représentant 882'990 francs
- grêle : 33 sinistres représentant 43'849 francs
- poids de la neige : 389 sinistres représentant 1'027'147 francs
- inondations : 10 sinistres représentant 11'844 francs
- mouvements du sol : aucun sinistre

Le poids et le glissement de la neige représentent à eux seuls plus du 50% des dommages éléments naturels, tandis que l'ensemble des dommages causés par les éléments naturels en 2009 est environ 20% inférieur à la moyenne constatée entre 1979 et 2009.

Sinistres dus au feu

Les dommages dus au feu sont très nettement inférieurs à la moyenne des sinistres enregistrés de 1979 à 2009 ! Les dégâts annoncés se montent à 2'461'450 francs pour 237 sinistres, dont 14 grands sinistres (plus de 20'000 francs de dommages chacun) totalisent à eux seuls 2'003'500 francs. Ces grands sinistres représentent 81% de l'ensemble des dommages dus au feu.

Indice d'assurance

Le coût de la construction étant à nouveau à la hausse en 2008, l'indice ECA d'assurance a dû être augmenté de 125 à 130 pour l'année 2009. Cette indexation automatique des sommes d'assurance a été de 4% pour tous les bâtiments.

Estimation des bâtiments

L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention a procédé à 3538 estimations de bâtiments (3818 en 2008) qui se répartissent comme suit :

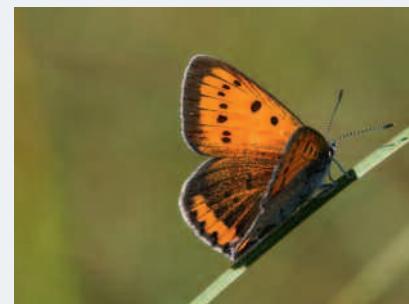
- 819 estimations sur demande de propriétaires, dont 340 de nouveaux bâtiments
- 2719 estimations (2008 : 2872) dans le cadre de la révision générale des bâtiments n'ayant plus été estimés depuis 1996 et 1997. L'effort particulier consenti dans ce domaine pour rétablir un tournus sur 12 ans environ permet pratiquement d'atteindre ce but !

Capital assuré

L'augmentation de l'indice, l'estimation des bâtiments nouvellement construits et la révision des sommes assurées des bâtiments transformés, ou qui n'avaient plus été estimés depuis 1996, ont provoqué une augmentation du capital assuré de 920'737'000 francs, qui a passé de 19'165'543'700 francs (y compris 559'794'500 francs d'assurances travaux en cours) au 31 décembre 2008 à 20'086'280'750 francs (y compris 476'882'000 francs d'assurances travaux en cours) au 31 décembre 2009.

Bâtiments assurés

Quant au nombre de bâtiments assurés, il a passé de 34'631 au 1^{er} janvier 2009 à 34'874 au 31 décembre 2009, soit une augmentation de 243 bâtiments pour l'année. Si l'on tient compte du fait que 97 bâtiments ont été radiés pour cause de démolition ou d'exclusion, vu leur état de délabrement, le nombre des nouveaux bâtiments assurés se monte à 340.



Cuivré des marais, *Thersamolycaena dispar*

Tircis, *Pararge aegeria*

Taux de primes	En 2009, les taux de primes de base ont été maintenus à 0,38‰ pour les bâtiments massifs et à 0,57‰ pour les bâtiments non massifs (+ 0,19 ‰ pour la prévention et la lutte contre les dommages). Au vu des résultats 2008, aucun rabais n'a pu être accordé sur les primes 2009.
Résultats financiers de l'exercice 2009	<p>Le secteur «assurance», enregistre 11'960'466.84 francs de produits, dont 139'647 francs proviennent de la dissolution de la «réserve spéciale pour la CIRE», 277'730 francs provenant de la dissolution partielle de la «réserve pour dommages éléments en suspens» et 37'920 francs de la dissolution partielle de la «provision pour dommages feu en suspens».</p> <p>Ce secteur présente des charges de 9'118'577.47 francs avant amortissements et attributions diverses. Le secteur «assurance» dégage un bénéfice brut d'exploitation de 2'841'889.37 francs. Après différents amortissements pour le mobilier, l'informatique et les immeubles pour un montant de 719'747.70 francs, il boucle avec un excédent de recettes de 21'668.67 francs, après attribution de 75'473 francs au Fonds de garantie Pool suisse, de 300'000 francs à la provision spéciale pour la CIRE, de 75'000 francs à la provision CIRE et de 1'650'000 francs à la provision pour rabais sur primes.</p> <p>Le secteur «prévention et lutte contre les dommages», avec 4'209'797.09 francs de recettes et 6'781'156.35 francs de charges, génère un déficit initial comptable de 2'571'359.26 francs. Afin de compenser cet excédent de charges, nous avons dissous la «réserve pour subventionnement de grands projets» de 1'276'865.45 (Projet Polycom, numérisation de réseaux d'eau, cartographie des dangers naturels, projet «hydrants») et la «réserve prévention et lutte contre les dommages» de 1'294'493.81 francs (équipements pour les SIS). Ce secteur devant s'autofinancer, son résultat est donc à zéro.</p> <p>Le secteur «financier», avec des recettes de 8'006'039.11 francs, présente des charges de 6'230'212.64 francs après réattribution de 5'650'000 francs à la «provision pour différence de cours sur titres». Ce secteur génère finalement un bénéfice net de 41'326.47 francs, après attribution de 1'734'500 francs à la «réserve prévention et lutte contre les dommages».</p>
Résultat global consolidé	Le bénéfice net consolidé des trois secteurs est de 62'995.14 francs.
Fonds de réserve et provisions	<p>Le fonds de réserve légal a été approvisionné en 2009 par le versement intégral du bénéfice 2008 de 61'711.24 francs. Au 31 décembre 2009, la «réserve légale» se monte à 47'056'092.23 francs, en augmentation de 61'711.24 francs.</p> <p>La «réserve pour la prévention et la lutte contre les dommages» se monte à 5'901'948.04 francs, après dissolution de 1'294'493.81 francs (subventions aux SIS) et réaffectation de 1'734'500 francs en provenance du secteur «financier».</p> <p>La «réserve pour dommages dus aux éléments» se monte toujours à 4'650'000 de francs au 31.12.2009 (sans changement par rapport à fin 2008).</p> <p>La réserve spéciale CIRE, suite à la dissolution partielle de 139'647 francs pour paiement de prestations ou diminution de nos obligations, se monte à 480'353 francs au 31.12.2009, après attribution de 300'000 francs (provision pour solidarité sur sinistres 2009).</p> <p>La provision pour différences de cours sur titres se monte à 11'050'000 francs au 31.12.2009, après réaffectation de 5'650'000 francs.</p>
Fonds de réserve bloqués	La réserve pour CIRE (Communauté intercantonale pour les risques éléments naturels) a été augmentée à 5'365'000 francs au 31.12.2009 (nouveau montant statutairement exigible).
Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques	Les règles du Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques stipulent que les établissements cantonaux d'assurance immobilière constituent des réserves adéquates permettant une indemnisation volontaire, à des conditions bien précises, du risque tremblement de terre. L'ECA JURA possède un fonds bloqué de 2'958'781 francs à cet effet. La diminution de 25'067.49 francs en 2009 provient de la révision des obligations des ECA dans le cadre du Pool.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES 2009



Citron, Gonepteryx rhamni



Piérade du navet, Pieris napi

DOMAINE DE L'ASSURANCE

PRODUITS

Produits d'exploitation

Primes	11'296'592.04	10'742'142.12
Réassurance	-91'740.00	179'336.00
Dissolution réserve pour CIRE	-	860'000.00
Dissolution réserve spéciale pour CIRE	139'647.00	386'366.00
Dissolution provision pour dommages Eléments en suspens	277'730.00	237'506.30
Dissolution provision pour dommages Feu en suspens	37'920.00	426'471.25
Dissolution provision primes de réassurance	-	200'000.00
Dissolution partielle prov. Tremblements de terre	-	179'726.00
Recours sur dommages	256'537.70	129'583.75
	11'916'686.74	13'341'131.42

Autres produits

Autres produits	43'780.10	49'412.20
	43'780.10	49'412.20
Total des produits	11'960'466.84	13'390'543.62

Total des produits

Charges

Charges d'exploitation

Dommages :		
- FEU	2'461'450.00	4'141'486.50
- ELEMENTS	1'965'830.00	434'230.00
Frais de recours sur dommages	3'002.70	13'722.30
Réassurance	1'733'480.00	1'721'316.00
Participation à CIRE	139'647.00	144'488.00
Frais d'administration	1'820'463.02	1'906'157.51
Frais d'estimation	461'704.75	415'475.00
Contribution au Pool Suisse	533'000.00	519'000.00

Total des charges

9'118'577.47	9'295'875.31
2'841'889.37	4'094'668.31

Résultat avant amortissements et attributions

Amortissements

Amortissement du mobilier	32'351.80	32'352.00
Amortissement système informatique	30'399.00	27'605.90
Amortissement œuvres d'art	4'950.00	-
Amortissement machines appartements	2'047.90	-
Amortissement de l'immeuble Bel-Air 3	125'000.00	125'000.00
Amortissement de l'immeuble Gare 14	125'000.00	125'000.00
Amortissement sur placements de capitaux	399'999.00	-
	719'747.70	309'957.90

Variation des réserves et provisions

Variation des réserves et provisions		
Attribution Fonds garantie Pool Suisse	75'473.00	-
Attribution Réserve CIRE	375'000.00	-
Attribution à la Provision pour rabais sur primes	1'650'000.00	-
	2'100'473.00	

Total des charges

11'938'798.17	9'605'833.21
----------------------	---------------------

Bénéfice net du domaine de l'assurance

21'668.67	3'784'710.41
------------------	---------------------

COMPTE DE PROFITS ET PERTES 2009

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

Produits

Produits d'exploitation

Contribution des assurés	3'725'204.00
Assureurs privés	386'364.09
4'111'568.09	

AUTRES PRODUITS

Autres produits	98229.00
98'229.00	
Total des produits	4'209'797.09

Charges

Charges d'exploitation

Subventions pour la prévention des dommages	1'161'142.60	603'514.85
Autres charges pour la prévention des dommages	276'557.95	207'985.00
Contribution prévention des dommages éléments	300'000.00	300'000.00
Subventions pour la lutte contre les dommages	3'629'051.70	1'642'183.75
Autres charges pour la lutte contre les dommages	437'904.65	430'223.80
Frais d'administration	976'499.45	849'371.00
Total des charges	6'781'156.35	4'033'278.40

Perte de la prévention et lutte contre les dommages	-2'571'359.26	-126'825.07
------------------------------------------------------------	----------------------	--------------------

Dissolution de la Réserve pour subventionnement de grands projets	1'276'865.45	286'678.45
Dissolution de la Réserve pour prévention et lutte contre les dommages (actions SIS)	1'294'493.81	75'353.00
Attribution à la réserve	-	-235'206.38

Résultat après attribution / dissolutions de provisions	-	-
----------------------------------------------------------------	----------	----------

RÉSULTAT FINANCIER

PRODUITS

Produits des titres	1'853'773.16	-938'362.67
Produits non réalisés sur titres	5'636'120.95	1'821'423.67
Dissolution Provision pour différences de cours sur titres	-	9'800'000.00
Produit des immeubles	516'145.00	516'145.00
Dissolution Fonds d'entretien des immeubles	-	14'493.70
Total des produits	8'006'039.11	11'213'699.70

CHARGES

Charges sur immeubles	-	35'373.60
Pertes non réalisées sur titres	580'212.64	11'151'325.27
Attribution à la Provision pour différences de cours sur titres	5'650'000.00	3'750'000.00
Total des charges	6'230'212.64	14'936'698.87

Attribution à la Réserve pour prévention et lutte contre les dommages	1'734'500.00	-
------------------------------------------------------------------------------	---------------------	----------

Résultat financier	41'326.47	-3'722'999.17
---------------------------	------------------	----------------------

2009
CHF

ANNÉE PRÉCÉDENTE
CHF



Gazé, Aporia crataegi

Chenilles du Paon du jour, Inachis io

RÉCAPITULATION



	2009 CHF	ANNÉE PRÉCÉDENTE CHF
PRODUITS		
Domaine de l'assurance		
Total des produits	11'960'466.84	13'390'543.62
Total des charges d'exploitation	-9'118'577.47	-9'295'875.31
Résultat domaine assurance	2'841'889.37	4'094'668.31
Domaine financier		
Total des produits	6'230'212.64	11'213'699.70
Total des charges	-7'964'712.64	-14'936'698.87
Résultat domaine financier	1'775'826.47	-3'722'999.17
Domaine prévention et lutte contre les dommages		
Total des produits	4'209'797.09	3'906'453.33
Total des charges	-6'781'156.35	-4'033'278.40
Résultat domaine prévention et lutte contre les dommages	-2'571'359.26	-126'825.07
Bénéfice avant amortissements et attributions aux réserves	311'856.58	244'844.07
Amortissements et attributions aux différentes réserves et provisions		
Amortissements	-719'747.70	-309'957.90
Attributions aux différentes réserves	-2'100'473.00	-
Transfert au domaine prévention et lutte contre les dommages	-	-
Dissolution Réserve grands projets	1'276'865.45	286'678.45
Dissolution Réserve prévention et lutte contre les dommages	1'294'493.81	75'353.00
Attribution à la Réserve prévention et lutte contre les dommages	-1'734'500.00	-235'206.38
Bénéfice net de l'exercice	62'995.14	61'711.24

CAPITAL ASSURÉ ET PRIMES ENCAISSÉES EN 2009

District	Bâtiments	Somme assurée	Primes encaissées
Delémont	15'603	9'038'967'700	4'979'015.65
Franches-Montagnes	5'584	2'968'941'300	1'885'064.25
Porrentruy	13'687	7'601'489'700	4'432'512.14
Total	34'874	19'609'398'700	11'296'592.04
Nouveaux bâtiments en construction	307	240'088'000	
Bâtiments en transformation		236'794'050	
Total	35'181	20'086'280'750	11'296'592.04

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF

ACTIFS MOBILISÉS

Caisse	1'835.45	2'920.45
Compte de chèques postaux	80'579.77	284'244.81
Banques	3'923'176.20	5'458'565.23
Banque, fonds prévoyance estimateurs ECA JURA	16'830.94	16'475.19
Dépôts à terme	14'600'000.00	9'070'000.00
Titres et placements de capitaux	70'947'333.55	67'854'040.41
Débiteurs primes	164'790.75	143'650.25
Débiteurs divers	576'391.27	449'498.85
Union intercantonale de réassurance, quote-part sur dommages en suspens	1'299'834.00	3'137'961.00
Actifs transitoires	471'944.52	556'756.13

2009

ANNÉE PRÉCÉDENTE

CHF

CHF

92'082'716.45

86'974'112.32

ACTIFS IMMOBILISÉS

Pool suisse pour l'assurance contre les tremblements de terre	2'958'781.00	2'983'848.49
Machines, outillage et matériel	1.00	1.00
Mobilier de bureau	3'378.70	35'730.50
Système informatique	16'691.00	38'560.00
Agencement des immeubles	1.00	1.00
Immeuble Bel-Air 3	2'125'000.00	2'250'000.00
Immeuble Gare 14	2'125'000.00	2'250'000.00

7'228'852.70

7'558'140.99

Total de l'Actif

99'311'569.15

94'532'253.31

PASSIF

FONDS ÉTRANGERS

Fonds de prévoyance sociale pour les estimateurs ECA JURA	16'830.94	16'475.19
Créanciers et passifs transitoires	3'353'534.50	3'367'505.60
Provision pour dommages en suspens, moins les acomptes versés		
- Feu	3'862'860.90	5'345'415.60
- Éléments	2'344'881.95	2'823'536.00
Fonds d'entretien des immeubles	310'640.60	368'395.05

9'888'748.89

11'921'327.44

PROVISIONS

Provision 25 ^e anniversaire ECA JURA	51'525.35	51'525.35
Provision pour différences de cours sur titres	11'050'000.00	5'400'000.00
Provision pour rabais sur primes	1'650'000.00	0.00

12'751'525.35

5'451'525.35

RÉSERVES LIÉES

Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques	2'958'781.00	2'983'848.49
Fonds de garantie Pool Suisse	6'700'502.00	6'625'029.00
Réserve pour CIRE	5'365'000.00	5'290'000.00
Réserve spéciale CIRE	480'353.00	320'000.00
Réserve pour prévention et lutte contre les dommages	5'901'948.04	5'461'941.85
Réserve légale	47'056'092.23	46'994'380.99

68'462'676.27

67'675'200.33

RÉSERVES LIBRES

Réserve pour subventionnement de grands projets	1'995'623.50	4'772'488.95
Réserve pour dommages dus aux éléments	4'650'000.00	4'650'000.00
Réserve mesures contre inondations	1'500'000.00	0.00

8'145'623.50

9'422'488.95

Bénéfice de l'exercice

62'995.14

61'711.24

Total du Passif

99'311'569.15

94'532'253.31



Hachette, Agia tau

FONDS DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES POUR INTERVENTIONS SUR L'A16



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF

	2009 CHF	ANNÉE PRÉCÉDENTE CHF
Banque	94'026.64	79'433.01
Avoir sur impôt anticipé	181.07	595.25
Actifs transitoires	12'881.70	9'535.80
Ventilateurs	157'800.00	157'800.00
- Fonds d'amortissement	-62'640.00	-55'320.00
Véhicules pionniers	1'995'613.00	1'995'613.00
- Fonds d'amortissement	-1'911'366.66	-1'763'056.21
Véhicules de transport	214'506.85	214'506.85
- Fonds d'amortissement	-33'340.00	-16'670.00
	467'662.60	622'437.70

PASSIF

Créanciers AVS / AC	30.05	0.00
Avance de l'ECA JURA	460'000.00	610'000.00
Passifs transitoires	7'632.55	12'437.70
Bénéfice 2009	0.00	0.00
	467'662.60	622'437.70

COMPTE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2009

PRODUITS

Contributions fédérales	372'851.00	372'851.00
Contributions cantonales pour la formation et le fonctionnement	14'000.00	14'000.00
Intérêts	517.20	1'700.65
	387'368.20	388'551.65

CHARGES

Investissement

Frais d'investissement	47'885.30	57'539.60
Amortissement des véhicules pionniers	148'310.45	123'184.00
Amortissement véhicule de transport	16'670.00	16'670.00
Amortissement des ventilateurs	7'320.00	7'320.00
	220'185.75	204'713.60

Formation

Frais de formation	62'933.85	64'615.75
	62'933.85	64'615.75

Fonctionnement

Frais de fonctionnement	102'569.55	116'094.45
Frais d'intervention	0.00	1'189.80
Frais d'administration	1'679.05	1'938.05
	104'248.60	119'222.30

	387'368.20	388'551.65
--	-------------------	-------------------

Bénéfice net	0.00	0.00
--------------	------	------



ECA JURA – Etablissement d'assurance immobilière et de prévention du canton du Jura, Saignelégier

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat d'organe de révision qui nous a été confié, nous avons effectué l'audit des comptes annuels joints de l'ECA JURA – Etablissement d'assurance immobilière et de prévention du canton du Jura, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009. L'audit des comptes annuels de l'exercice précédent a été effectué par un autre organe de contrôle.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et la maintenance d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que ce soit résulter de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce système. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009 sont conformes à la loi suisse et aux textes législatifs cantonaux régissant l'ECA JURA.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR), et d'indépendance (art. 72b CO), et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a alinéa 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Saignelégier, le 19 mars 2010

FIDUCONSULT JURA S.A.

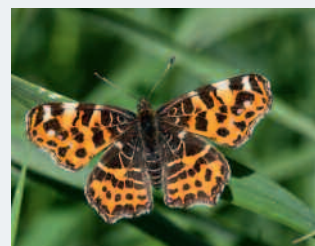
N. Poidvax
Expert réviseur agréé
(Réviseur responsable)

R. Jermann
Réviseur agréé

Place du 23 Juin 4 – CH-2350 Saignelégier
Téléphone 032 951 27 27 – Téléfax 032 951 27 42 – E-mail: jura@fiduconsult.ch

Membre de la CHAMBRÉ FIDUCIAIRE

Société créée en matière de révision ASR

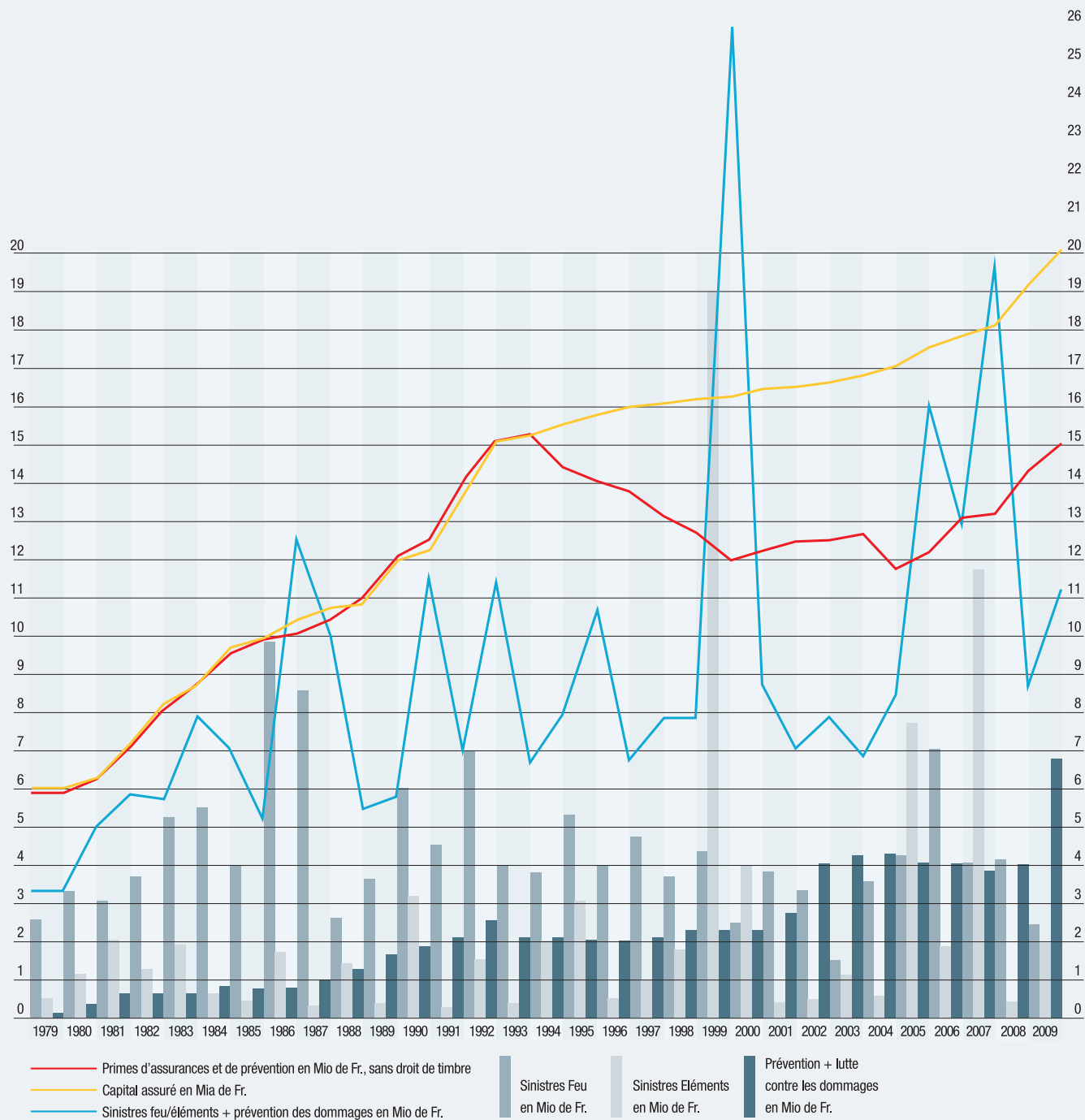


Carte géographique, Araschnia levana

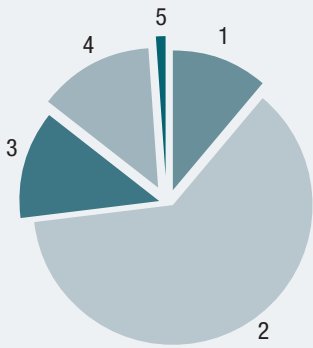
Soufré, Colias hyale

Robert-le-diable, Polygonia c-album

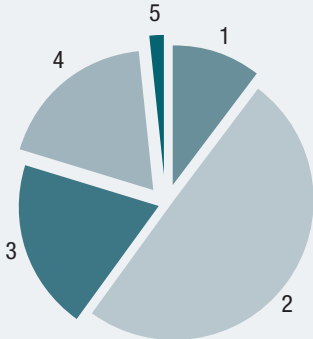
ÉVOLUTION DU CAPITAL ASSURÉ, DES PRIMES, DES SINISTRES ET DE LA PRÉVENTION DES DOMMAGES



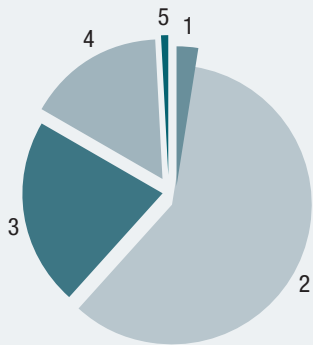
	Nombre de bâtiments assurés	Capital assuré
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	989	2'230'680'200.00
2. Maisons d'habitation	18'525	12'125'864'100.00
3. Bâtiments agricoles	5'467	2'443'257'100.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	9'775	2'645'058'100.00
5. Industrie hôtelière	118	164'539'200.00
Total	34'874	19'609'398'700.00



	Nombre de bâtiments assurés	Primes perçues
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	989	1'179'677.75
2. Maisons d'habitation	18'525	5'621'148.35
3. Bâtiments agricoles	5'467	2'228'646.05
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	9'775	2'105'761.95
5. Industrie hôtelière	118	161'357.95
Total	34'874	11'296'592.05

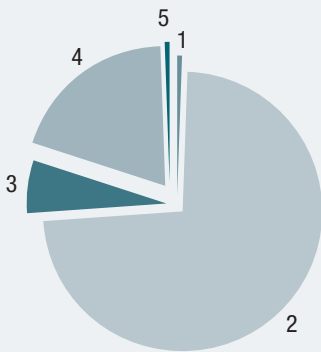


	Nombre de bâtiments sinistrés	Dommages dus au feu et aux éléments
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	42	112'743.00
2. Maisons d'habitation	722	2'618'346.00
3. Bâtiments agricoles	325	964'479.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	114	705'739.00
5. Industrie hôtelière	13	25'973.00
Total	1'216	4'427'280.00



DOMMAGES DUS AU FEU (répartition des coûts par catégorie de bâtiments)

	Nombre de sinistres	Montant des dommages
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	3	14'430
2. Maisons d'habitation	190	1'808'010
3. Bâtiments agricoles	26	150'160
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	16	480'890
5. Industrie hôtelière	2	7'960
Total	237	2'461'450



Demi-argus, Cyaniris semiargus

GRANDS DOMMAGES CAUSÉS PAR LE FEU (sinistres de 20'000 francs et plus)

Date	Commune	Destination	Cause	Montant
14.05.09	Courfaivre	Fabrique	Travaux de soudage	210'000.00
16.06.09	Courroux	Habitation	Appareil défectueux	60'000.00
16.03.09	Courtételle	Habitation	Défaut de construction de la cheminée française	190'000.00
10.02.09	Delémont	Rural	Feu de cheminée	31'000.00
21.05.09	Delémont	Atelier de décolletage	Déversement accidentel de benzine	54'100.00
24.09.09	Delémont	Atelier de décolletage	Usage inapproprié de benzine	23'000.00
16.10.09	Soubey	Rural	Défaut de construction de la cheminée	80'000.00
03.04.09	Alle	Fabrique de textiles	Défectuosité technique d'un moteur	45'400.00
30.06.09	Alle	Habitation	Incendie volontaire d'une voiture	210'000.00
08.08.09	Chevenez	Habitation	Cigarette ?	295'000.00
12.09.09	Courgenay	Habitation	Cause incomplètement élucidée	450'000.00
30.10.09	Courgenay	Habitation	Accidentelle ?	180'000.00
15.01.09	Grandfontaine	Habitation	Cheminée défectueuse	75'000.00
27.08.09	Saint-Ursanne	Fabrique de matrices	Dysfonctionnement électrique ?	100'000.00
Total de ces 14 sinistres				2'003'500.00



Turquoise, Adscita statices

STATISTIQUES DES SINISTRES DUS AU FEU

Année	Feu		Foudre		Total	
	Nombre	CHF	Nombre	CHF	Nombre	CHF
1979	184	2'270'596	233	355'004	417	2'625'600
1980	191	2'829'988	137	517'045	328	3'347'033
1981	195	2'861'727	297	236'876	492	3'098'603
1982	229	3'238'083	329	442'747	558	3'680'830
1983	204	4'258'418	348	934'402	552	5'192'820
1984	253	4'827'142	133	673'779	386	5'500'921
1985	259	3'871'693	208	137'555	467	4'009'248
1986	216	9'550'938	290	240'207	506	9'791'145
1987	185	8'339'555	195	198'837	380	8'538'392
1988	198	2'359'658	211	302'368	409	2'662'026
1989	230	2'671'549	301	1'002'726	531	3'674'275
1990	214	5'817'639	272	281'729	486	6'099'368
1991	215	4'276'393	161	281'407	376	4'557'800
1992	247	6'360'205	274	596'575	521	6'956'780
1993	212	3'622'239	360	361'859	572	3'984'098
1994	206	3'455'697	325	354'402	531	3'810'099
1995	271	4'970'758	306	329'274	577	5'300'032
1996	265	3'771'409	196	228'591	461	4'000'000
1997	234	4'189'529	278	510'461	512	4'699'990
1998	228	3'420'879	221	279'121	449	3'700'000
1999	256	1'553'813	437	2'747'768	693	4'301'581
2000	185	2'166'205	220	284'769	405	2'450'974
2001	163	3'537'436	171	306'688	334	3'844'124
2002	159	3'114'544	203	235'596	362	3'350'140
2003	157	1'300'546	156	226'777	313	1'527'323
2004	181	3'305'180	212	264'970	393	3'570'150
2005	144	3'997'490	175	245'940	319	4'243'430
2006	148	6'449'900	158	570'900	306	7'020'800
2007	134	3'742'040	170	323'510	304	4'065'550
2008	158	3'976'870	109	164'616	267	4'141'486
2009	127	2'289'850	110	171'600	237	2'461'450
Moyenne 1979-2009	202	3'948'322	232	445'423	434	4'393'744



Destination	Tempête		Grêle		Hautes eaux		Neige		Mouvem. du sol		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
Bâtiment administratifs et à caractère public	24	47'306	0	0	0	0	15	51'007	0	0	39	98'313
Maisons d'habitation	292	376'706	29	37'897	8	6'784	203	388'963	0	0	532	810'350
Bâtiments agricoles	160	288'623	3	5'184	0	0	136	520'511	0	0	299	814'318
Circulation & transport	1	683	0	0	0	0	1	6'400	0	0	2	7'083
Commerces	14	36'714	1	768	0	0	3	5'035	0	0	18	42'517
Industrie & artisanat	31	112'179	0	0	1	4'800	5	11'648	0	0	37	128'627
Industrie hôtelière	6	4'171	0	0	0	0	5	13'845	0	0	11	18'016
Bâtiments annexes	19	16'608	0	0	1	260	21	29'738	0	0	41	46'606
Total	547	882'990	33	43'849	10	11'844	389	1'027'147	0	0	979	1'965'830



Procris, Coenonympha pamphilus

STATISTIQUES DES SINISTRES DUS AUX ÉLÉMENTS DE LA NATURE

(répartition par catégorie d'événements)

Année	Tempête		Grêle		Neige		Hautes eaux		Mouv. du sol		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
1979	237	427'974	31	42'196	12	23'300	48	104'175	0	0	328	597'645
1980	135	174'506	687	865'879	76	96'444	18	32'061	0	0	916	1'168'890
1981	402	493'663	511	1'015'349	295	491'548	66	93'508	2	10'080	1276	2'104'148
1982	332	324'585	441	509'996	98	100'968	115	381'341	0	0	986	1'316'890
1983	937	1'145'023	224	217'591	21	27'982	144	419'288	1	900	1327	1'810'784
1984	515	587'115	1	800	24	26'554	2	2'486	1	7'200	543	624'155
1985	90	88'854	287	290'349	11	10'018	24	42'627	1	300	413	432'148
1986	826	1'136'511	64	57'978	276	374'775	35	66'538	5	109'369	1206	1'745'171
1987	254	294'457	36	29'452	25	33'864	13	21'607	1	330	329	379'710
1988	246	207'549	51	53'667	206	372'066	174	846'410	1	6'500	678	1'486'192
1989	185	281'625	47	124'613	8	9'847	7	11'853	1	2'200	248	430'138
1990	1864	2'478'572	55	67'433	17	20'966	116	698'341	0	0	2052	3'265'312
1991	144	254'435	3	2'180	28	32'839	24	53'380	1	731	200	343'565
1992	723	1'082'859	112	214'304	4	3'715	79	294'116	2	5'800	920	1'600'794
1993	217	309'716	64	105'362	7	13'220	14	25'896	3	12'865	305	467'059
1994	217	266'511	508	1'413'655	11	13'066	59	297'634	2	5'160	797	1'996'026
1995	1511	2'568'265	43	78'094	120	355'224	52	93'117	2	5'300	1728	3'100'000
1996	152	251'461	85	113'644	67	151'846	29	63'049	0	0	333	580'000
1997	208	300'180	13	35'218	24	23'702	155	639'800	1	5'000	401	1'003'900
1998	857	1'464'933	74	249'961	22	36'262	24	47'152	1	1'692	978	1'800'000
1999	5292	17'801'235	221	425'896	103	226'514	148	577'879	3	3'490	5767	19'035'014
2000	116	200'453	1066	3'768'994	2	6'426	11	19'281	0	0	1195	3'995'154
2001	211	321'157	8	14'499	6	10'270	24	52'728	0	0	249	398'654
2002	226	330'754	14	26'114	1	896	38	98'342	1	3'894	280	460'000
2003	433	540'540	245	427'400	23	32'281	33	101'840	0	0	734	1'102'061
2004	237	346'520	75	145'070	24	43'350	7	11'960	1	35'000	344	581'900
2005	68	107'320	2547	7'272'631	86	179'820	36	139'990	0	0	2737	7'699'761
2006	146	214'395	204	577'880	264	863'730	38	203'350	0	0	652	1'859'355
2007	464	640'680	98	201'800	40	69'240	558	10'813'280	0	0	1160	11'725'000
2008	172	333'900	9	11'100	31	64'260	7	13'970	3	11'000	222	434'230
2009	547	882'990	33	43'849	389	1'027'147	10	11'844	0	0	979	1'965'830
Moyenne 1979-2009	579	1'156'733	253	593'644	75	152'972	68	525'124	1	7'316	977	2'435'790

RÉORGANISATION DE LA DIVISION DE PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

Suite au départ en retraite de François Jobin et de Bernard Lab, chef de la division de prévention et lutte contre les dommages durant 30 ans pour le premier et secrétaire de cette dernière durant 18 ans pour le second, deux nouvelles personnes ont été engagées pour les remplacer. Un architecte EPFL est chargé du traitement des dossiers de prévention incendie, tandis qu'un nouveau responsable du secrétariat de la division a été nommé.

En 2009, nous avons dû constater une augmentation importante du nombre de dossiers de prévention traités par l'ECA JURA et de nos activités de conseils aux propriétaires et aux architectes souhaitant respecter les prescriptions en matière de protection des bâtiments contre les incendies, les dangers naturels et les séismes. Cette situation explique la décision d'engager, en 2010, un collaborateur supplémentaire pour le domaine de la prévention, ainsi qu'une nouvelle employée administrative pour renforcer le secrétariat de la division.

PRÉVENTION DES INCENDIES

Durant l'année 2009, la division de prévention et de lutte contre les dommages a procédé à l'examen de 652 dossiers et a établi les conditions à remplir pour la protection contre l'incendie et les dangers naturels qui font partie intégrante du permis de construire. Le nombre de dossiers traités a augmenté de 226 par rapport à 2008, notamment en raison du transfert au 1^{er} janvier 2009 de l'ensemble de la protection incendie à l'ECA JURA, à l'exception des communes de Delémont et Porrentruy qui ont conservé leurs inspecteurs du feu professionnels. A part les dossiers établis dans le cadre des procédures de demande de permis de construire, la division a traité 156 dossiers de prescriptions supplémentaires (42 contrôles de prévention pour l'obtention de patentes de restaurant, 108 décisions de mise en conformité suite à des contrôles de bâtiments et 6 contrôles de conformité pour l'obtention de plaques minéralogiques professionnelles).

Les contrôles effectués et les incitations financières en matière de prévention contre l'incendie ont permis :

- d'assainir 43 cheminées défectueuses présentant un danger d'incendie;
- de faire construire 58 murs et dalles coupe-feu entre des bâtiments d'ordre contigu ou entre la partie habitation et la partie rurale de bâtiments agricoles;
- de faire aménager 37 installations automatiques d'avertisseurs d'incendie ou d'extinction ;
- de subventionner l'achat et la recharge d'extincteurs portatifs;
- d'allouer d'autres subsides (raccordements électriques souterrains, citernes à eau, postes incendie, etc.).

Les subventions accordées dans ces domaines se montent à 777'526 francs.

Il convient de rappeler ici la décision prise par le Conseil d'administration, à savoir la suppression des subventions pour toutes les mesures de prévention incendie obligatoires, ceci dès le 1^{er} janvier 2010. Les montants ainsi dégagés serviront à cofinancer les mesures de protection contre les dangers naturels.

Paratonnerres et protections contre les surtensions

Sur les 808 dossiers traités par l'ECA JURA, le paratonnerre a été exigé pour 84 bâtiments, dont 43 bâtiments agricoles. En 2009, ce sont 72 installations de paratonnerre qui ont bénéficié de subventions pour 171'043 francs (dont 12 installations de protection contre les surtensions pour un montant de 7'343 francs). L'évolution technologique aidant, les surtensions provoquées par la foudre endommagent toujours plus les composants électriques et électroniques des appareils et installations équipant les bâtiments (exemple : la domotique). Une protection efficace contre les surtensions permet d'une part de réduire considérablement les risques d'incendie liés à ce phénomène atmosphérique, et d'autre part de diminuer le montant des sinistres dus à ce phénomène.

Réseaux d'eau

70 projets d'extensions ou d'assainissements de réseaux d'eau et d'hydrants ont été examinés et ont reçu une promesse de subside conformément aux directives en vigueur. Ils se répartissent comme suit :

- 36 extensions de réseaux d'eau et d'hydrants;
- 30 remplacements d'anciennes conduites et d'hydrants;
- 4 assainissements de réseaux d'eau

Durant l'année 2009, l'ECA JURA a versé 735'323 francs pour l'extension et l'assainissement de réseaux d'eaux.

Mesures de débits/pressions et inspection des hydrants

L'ECA JURA a décidé de procéder à l'analyse de la disponibilité en eau d'extinction pour les services d'intervention et de secours (SIS). Un des principaux objectifs de cette action est de déterminer les éventuelles déficiences de débits dans les réseaux d'eau. En effet, les SIS sont équipés pour combler les pressions insuffisantes dans les réseaux, mais ils ne peuvent corriger l'absence ou l'insuffisance de débit que par des mesures d'organisation préalables et par des transports d'eau.

L'ECA JURA a donc décidé de procéder à la mesure du débit de toutes les bornes-hydrants des réseaux appartenant aux communes à la pression minimale de 2 bars admise en matière de défense incendie dans les réseaux existants. Le résultat obtenu sera indiqué sur chaque borne-hydrant au moyen de plaquettes synoptiques de différentes couleurs indiquant les caractéristiques de l'hydrant (numéro de l'hydrant, pression de 2 bars atteinte ou non, réseau bouclé ou étoilé, débit).

Un appel d'offre a été lancé en juin 2009 auprès de firmes spécialisées dans ce domaine. L'ECA JURA prend en charge l'intégralité des frais concernant ces mesures ainsi que la fourniture de la plaquette d'identification sur la base de l'offre la plus avantageuse retenue suite à l'appel d'offres. Les communes sont par contre libres de désigner l'entreprise qui procédera à ces mesures sur leur territoire, pour autant que cette dernière respecte le cahier des charges établi par l'ECA JURA. Les premières mesures ont débuté en automne 2009 et se poursuivront en 2010.

Prévention des dangers naturels

L'élaboration, dès 2008, des premières cartes de danger et de toutes les cartes indicatives des dangers a permis d'identifier de manière plus précise les secteurs exposés aux dangers naturels. La division de prévention et de lutte contre les dommages a examiné 95 dossiers de demande de permis de construire pour des bâtiments existants ou projetés dans des zones de dangers identifiées. Elle a établi en conséquence, selon les dernières connaissances, les conditions à remplir pour la protection contre les dangers naturels s'y rapportant.

En attendant que toutes les cartes de danger aient été établies sur le territoire du canton – un délai à fin 2011 a été imposé par la Confédération –, les informations contenues dans les cartes indicatives, mêmes provisoires, ne peuvent être ignorées et sont utilisées pour statuer sur les dossiers de demande de permis de construire. Il convient en effet de sensibiliser les propriétaires et de leur faire comprendre la nécessité de tenir compte des dangers naturels dans la conception et la réalisation de travaux de construction ou de transformation, de manière à réduire les risques d'endommagement de leur bâtiment.

Séismes

Depuis le 1^{er} janvier 2009, certaines normes techniques ou normes d'associations professionnelles, également désignées sous le terme d'état de la technique, sont déclarées de force obligatoire dans la Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels ainsi que dans l'Ordonnance sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage. En particulier, les constructions doivent dorénavant être conçues et dimensionnées conformément aux normes SIA 260 et suivantes et, par conséquent, la sécurité parasismique des bâtiments doit être respectée.

En 2009, l'ECA JURA a défini de manière plus précise quels types de travaux nécessitaient une attestation de conformité de la prise en compte du risque sismique dans la conception et le dimensionnement des bâtiments. En fonction du type de l'ouvrage, de son affectation et de sa localisation, l'ECA JURA définit le type d'attestation requis, qui peut aller de la simple attestation de conformité signée par le propriétaire et/ou son architecte, à un rapport de synthèse qui doit être établi par un ingénieur civil diplômé. De même, lors de transformations, l'ECA JURA définit, en fonction du type de bâtiment et des travaux projetés, si une vérification de la sécurité parasismique doit être réalisée ou non.

Sur cette base, 212 dossiers ont été traités sous l'aspect parasismique dans le cadre des demandes de permis de construire, et les propriétaires des bâtiments concernés ont été informés de cette problématique.

Campagnes d'informations

Depuis plusieurs années, l'ECA JURA poursuit sa mission d'information au niveau de la prévention, par le biais de campagnes de presse, notamment en abordant des thèmes spécifiques relatifs aux risques d'incendie engendrés durant certaines périodes de l'année et lors de manifestations particulières. Il a donc poursuivi sa campagne de messages de prévention incendie qui sont diffusés régulièrement sur les ondes de Fréquence Jura.

Comme les années précédentes, la campagne de prévention incendie destinée à l'agriculture a été coordonnée et effectuée en étroite collaboration avec les établissements cantonaux d'assurance de Fribourg (ECAB), de Neuchâtel (ECAP) et de Vaud (ECA).

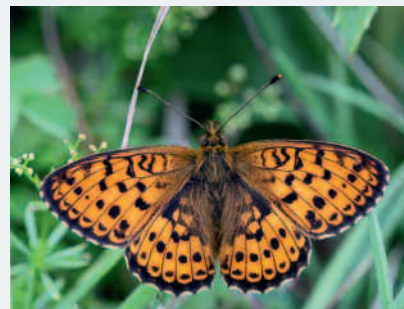
Des informations ont été dispensées par un expert cantonal en protection incendie de l'ECA JURA lors du cours de cafetiers et pour les élèves de la Fondation Rurale Interjurassienne de Courtemelon. Elles avaient pour but de faire connaître les dangers d'incendie propres à chacun de ces milieux professionnels, tout en indiquant aux participants les dispositions à prendre en cas de sinistre et en expliquant comment utiliser judicieusement les moyens d'extinction généralement disponibles dans les bâtiments.

Conclusions

L'ECA JURA confirme sa vocation et assume pleinement sa mission légale en matière de prévention des incendies et des dangers naturels. Le nombre de dossiers traités en 2009 a considérablement augmenté, de même que les domaines concernés, puisque, progressivement et en fonction de l'état d'avancement des cartes de danger, on peut définir de manière plus précise quels bâtiments sont exposés à des dangers naturels gravitationnels (crues, glissements de terrain, chutes de pierres).

L'ECA JURA est dorénavant un partenaire incontournable pour assurer une conception des bâtiments conforme aux normes en vigueur, et ainsi protéger les biens, mais surtout les personnes, contre les incendies et les dégâts dus aux éléments naturels.

Le travail d'information et de prévention doit encore impérativement être renforcé pour informer de manière adéquate les propriétaires, mais aussi et surtout les professionnels du bâtiment, de l'importance de respecter les prescriptions en vigueur et de tenir compte des risques encourus lors de tous travaux de construction.



Nacré de la sanguisorbe, *Brenthis ino*

SERVICES DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE SECOURS (SIS)

Inspection des SIS

Durant l'année 2009, les inspecteurs des SIS ont procédé à l'inspection du personnel afin de vérifier si l'équipement, le niveau de formation et l'organisation des sapeurs-pompiers correspondent aux exigences fixées par les instances cantonales.

Les experts, quant à eux, ont dispensé des instructions spécialisées dans différents domaines, notamment en ce qui concerne la protection respiratoire, l'engagement des tonnes-pompes et motopompes, ainsi que l'utilisation des échelles remorquables.

Ces inspections et instructions se sont déroulées dans de bonnes conditions et les rapports établis ne mettent en évidence aucun problème majeur.

L'effectif des sapeurs-pompiers s'élève, au 31 décembre 2009, à 1619 personnes, dont 116 femmes. La réduction des effectifs depuis 1991 est de 52.85%.

Cours de formation des sapeurs-pompiers

Formation	Nombre de participants par district			
	Delémont	Porrentruy	Fr.-Montagnes	Total
Chefs d'intervention 2	8	8	--	16
Chefs d'intervention 1	5	5	2	12
Chefs de groupe 2	17	9	3	29
Chefs de groupe 1	11	20	4	35
Chefs de groupe échelles remorquables	8	--	--	8
Chefs d'intervention défense hydrocarbure	--	--	--	--
Machinistes	14	3	2	19
Porteurs d'appareils respiratoires	13	21	11	45
Electriciens	--	--	--	--
Formation de base	56	51	13	120
Cours administratifs (commandants et fourriers)	--	--	--	--
Préposés au contrôle du matériel	4	1	3	8
TOTAL	136	118	38	292

Le nombre de sapeurs-pompiers ayant suivi un cours en 2009 représente 18.2% de l'effectif global des SIS, soit 0.9% de plus par rapport à 2008. Afin de garantir un renouvellement suffisant des cadres et spécialistes, et tenant compte de la diminution constante des effectifs, ce taux devrait passer, à l'avenir, au-dessus du seuil de 20%.

Cours de perfectionnement des instructeurs des SIS

Les journées cantonales consacrées au perfectionnement des instructeurs des SIS ont eu lieu les 6 et 7 mars 2009 à Porrentruy, sous le commandement du Major Claude Parrat. Les conditions météorologiques exécrables n'ont pas réussi à entamer le moral des participants qui ont montré un vif intérêt pour les différents thèmes proposés, notamment en ce qui concerne les nouvelles techniques d'intervention.

Cours fédéraux 2009

Albert Vogel a suivi avec succès le cours de formation pour devenir instructeur en défense hydrocarbures et chimique.

Luciano Prudente a poursuivi sa formation dans le domaine de l'instruction en participant au cours de conduite tactique 1.

Jean-Marc Vaucher, Christophe Kaiser, John Lab et Olivier Frossard ont participé au cours de formation complémentaire permettant de renouveler leur CFC d'instructeur.

Bernard Brahier a suivi le cours pilote à la conduite d'intervention.

Didier Gisiger et Marcel Cuenin ont fonctionné, respectivement comme chef de classe et observateur, durant le cours de sélection des candidats instructeurs.

Interventions des SIS

Selon les statistiques de la police cantonale qui gère le système de transmission des alarmes destinées aux sapeurs-pompiers, les SIS de l'ensemble du canton ont été appelés à intervenir à 415 reprises en 2009, dont 145 fois pour des alarmes intempestives provoquées par des installations automatiques d'avertisseurs d'incendie. Les départs réels de feux dans des bâtiments représentent le 26% des interventions. Ainsi, la majorité des demandes nécessitant l'engagement des sapeurs-pompiers concerne d'autres domaines que le feu, tels que le sauvetage de personnes ou d'animaux, la pollution, la désincarcération, les inondations et bien d'autres encore.

Nominations

Arrivés au terme de leur mandat, MM. Claude Parrat de Porrentruy et Michel Burgey de Alle, tous deux inspecteurs en Ajoie, ont fait valoir leur droit à la retraite après plus de 30 ans de bons et loyaux services dans le domaine des sapeurs-pompiers. Qu'ils soient ici remerciés pour la qualité de leur travail au sein des SIS, de même que pour leur engagement au service de la collectivité.

Sur proposition de l'ECA JURA, une réorganisation des arrondissements d'inspection a été entreprise pour le district de Porrentruy et le Chef du Département des Finances, de la Justice et de la Police a nommé M. Vincent Dobler pour assumer la fonction d'inspecteur des SIS.

Modification de la Loi sur le service de défense contre l'incendie et de secours

Suite à la décision du Parlement du 28 octobre 2009, qui a accepté globalement le projet proposé par le groupe de travail, et au terme du délai référendaire, la modification de la loi est entrée en vigueur, par arrêté du Gouvernement, le 5 janvier 2010.

Cette modification porte essentiellement sur les points suivants :

- prolongement de l'obligation de servir jusqu'à l'âge de 50 ans (anciennement 45 ans);
- augmentation à 5% de l'impôt d'Etat du taux de la taxe d'exemption (anciennement 4% de l'impôt d'Etat);
- augmentation du plafonnement de la taxe d'exemption à 500 francs (anciennement 300 francs).

Ces modifications devraient permettre, dans une large mesure, d'améliorer la situation financière des SIS et d'éviter ainsi de devoir couvrir les déficits récurrents par les recettes ordinaires des communes.

En ce qui concerne les autres changements, qui sont d'ordre mineur, ils permettent notamment d'adapter la terminologie de cette loi, compte tenu des regroupements des SIS et des modifications intervenues dans d'autres dispositions légales.

DÉPENSES POUR LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Année	Prévention contre l'incendie				Lutte contre l'incendie			Frais généraux Administration*	Totaux
	Police du feu	Adductions d'eau, Réservoirs, Hydrants	Subsides pour la prévention incendie	Contributions au CIPI I.S. et divers	Inspections services de défense contre le feu	Cours de sapeurs-pompiers	Subsides pour la lutte contre l'incendie		
Ø 1991-1999	212'198.24	615'431.26	463'965.80	51'268.28	78'962.19	137'318.09	674'186.11		2'233'329.98
2000	120'611.55	950'940.00	447'758.30	71'732.00	82'514.55	143'347.25	501'882.15		2'318'785.80
2001	132'491.85	1'004'638.30	528'064.85	73'542.70	106'471.90	164'856.25	766'143.85		2'776'209.70
2002	124'348.15	1'314'241.50	739'098.85	82'836.00	150'089.00	190'791.85	628'446.55	798'103.55	4'027'955.45
2003	146'087.50	757'655.00	765'310.35	96'246.85	132'337.55	199'362.15	1'287'112.50	874'697.55	4'258'809.45
2004	170'878.65	667'964.00	772'948.30	103'742.15	85'683.80	187'919.60	1'434'169.15	876'238.20	4'299'543.85
2005	161'528.45	715'246.00	708'448.55	87'753.60	72'453.15	177'474.60	1'193'433.86	949'084.15	4'065'422.36
2006	152'047.00	579'366.00	510'011.75	82'427.30	69'357.45	175'887.40	1'470'621.34	1'002'769.90	4'042'488.14
2007	160'219.90	584'865.00	665'012.55	84'758.70	60'859.50	228'537.75	1'155'092.50	997'422.00	3'936'767.90
2008	116'759.15	536'372.60	903'514.85	91'225.85	59'380.65	212'333.20	1'105'811.15	1'007'880.95	4'033'278.40
2009	174'469.85	735'323.05	1'461'142.60	102'088.10	63'951.55	224'083.20	2'893'728.65	1'126'369.35	6'781'156.35

* Dès 2002 : nouvelles directives ECA sur les subsides aux SIS et ventilation des frais d'administration | CIPI : Centre d'information pour la prévention des incendies | I.S. : Institut de sécurité

CONTRIBUTIONS DES ASSUREURS PRIVÉS

VALEUR DU MOBILIER ASSURÉ ET CONTRIBUTIONS À LA PRÉVENTION ET À LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La valeur du mobilier assuré dans le Jura au 31 décembre 2008 par des compagnies d'assurance privées et leurs contributions à l'ECA JURA pour la prévention et la lutte contre les dommages sont les suivantes :

Compagnie		Montant assuré	Contribution
Mobilière Suisse	Berne	2'956'448'000.00	147'822.40
Zurich	Zurich	909'321'952.00	45'466.10
Helvetia Patria	St-Gall	865'016'000.00	43'250.80
La Bâloise	Bâle	708'416'647.00	35'420.85
Axa Assurances	Lausanne	706'311'203.00	35'315.60
Allianz Suisse	Berne	576'022'000.00	28'801.00
AI&G Europe	Zurich	417'673'749.00	20'883.69
Nationale Suisse	Bâle	166'162'000.00	8'308.10
Vaudoise Assurances	Lausanne	163'956'000.00	8'197.80
Generali Assurances	Genève	122'505'000.00	6'125.30
Emmental Assurance	Konolfingen	31'595'000.00	1'579.75
XL Insurance	Zurich	28'742'050.00	1'437.10
HDI Gerling	Zurich	19'550'000.00	977.50
CSS Assurance SA	Lucerne	16'683'100.00	834.15
Phénix Assurances	Lausanne	15'172'940.00	758.65
Alba	Bâle	10'350'000.00	517.50
SBB Insurance	Berne	10'000'000.00	500.00
Coop Assurance	Fribourg	2'481'100.00	124.10
Lloyd's	Zurich	715'000.00	35.75
Gan Assurances	Pully	159'000.00	7.95
Total		7'727'280'741.00	386'364.09

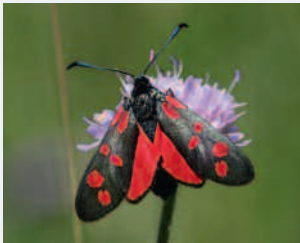


TABLEAU RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL

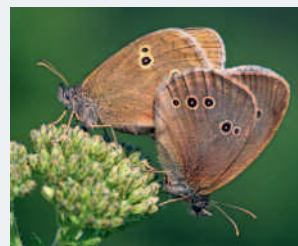
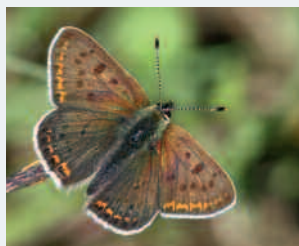
Année	Bâtiments	Capital* assuré en milliards de fr.	Primes** en millions de fr.	Indemnités Dommages causés par le feu		Indemnités Dommages dus aux éléments		Prévention et lutte incendie en millions de fr.	Résultat de l'exercice annuel fr.	Etat des réserves légales au 31.12 en millions de fr.
				en millions de fr.	en % du capital assuré	en millions de fr.	en % du capital assuré			
1979	25'940	6,023	6,199	2,625	0,44	0,597	0,099	0,155	168'239	1,000
1995	30'930	15,791	14,784	5,300	0,34	3,100	0,196	2,062	536'817	40,764
1996	31'286	15,973	14,462	4,000	0,25	0,580	0,036	2,069	527'320	44,301
1997	31'572	16,097	13,834	4,700	0,29	1,004	0,062	2,165	424'838	46,828
1998	31'883	16,246	13,272	3,701	0,23	1,800	0,110	2,349	470'339	48,753
1999	32'134	16,331	12,390	4,301	0,26	21,332	1,306	2,321	198'735	49,724
2000	32'357	16,525	12,919	2,301	0,13	3,995	0,241	2,318	79'988	50,222
2001	32'719	16,691	13,109	3,844	0,23	0,398	0,023	2,776	68'911	43,608
2002	33'044	16,899	9,372	3,350	0,19	0,460	0,027	3,769	- 1'754'635	43,628
2003	33'273	17,096	9,493	1,527	0,09	1,102	0,064	4,258	61'353	43,901
2004	33'524	17,324	8,517	3,570	0,20	0,582	0,033	4,299	78'593	44,723
2005	33'770	17,532	8,916	4,243	0,24	7,700	0,443	4,065	57'400	46,302
2006	34'100	17,814	9,759	7,020	0,39	1,859	0,008	4,042	83'357	46,859
2007	34'371	18,109	9,840	4,065	0,22	11,725	0,647	3,937	51'336	46,943
2008	34'631	19,165	10,742	4,141	0,21	0,434	0,022	4,033	61'711	46,994
2009	34'874	20,086	11,296	2,461	0,12	1,965	0,098	6,781	62'995	47,056

* y compris les assurances provisoires pour travaux en cours.

** y compris les acomptes de primes pour assurances de travaux en cours et le droit de timbre fédéral (5%);
dès 2002, sans la prévention de 0,19 ‰ et sans droit de timbre fédéral.

← Zygène de la filipendule, *Zygaena filipendulae*

Argus bleu céleste, *Polyommatus bellargus* | Vulcain, *Vanessa atalanta* | Cuivré fuligineux, *Heodes tityrus* | Tristan, *Aphantopus hyperantus*



Protection des bâtiments contre les inondations: les ECA très actifs!

OUTIL D'ANALYSE DE LA VULNÉRABILITÉ DU BATI AUX INONDATIONS ET DE RÉDUCTION DU RISQUE

La «Fondation de prévention des établissements cantonaux d'assurance», créée en 2003, se consacre à l'étude de la gestion intégrale des risques liés aux dangers naturels, ainsi qu'à l'analyse, à la coordination, à la communication et à l'enseignement de ce domaine. L'objectif à long terme est de freiner l'évolution des dommages dus aux éléments naturels dans les bâtiments et de diminuer leur importance lors d'un événement.

Une à deux fois par an, la fondation lance un appel d'offres visant à proposer des projets dans le domaine de l'analyse des dommages et des risques, de l'élaboration et de l'évaluation de mesures de protection, ainsi que de la communication. Lors de la 4^e mise au concours, la fondation de prévention a retenu un projet visant à développer un outil d'analyse de la vulnérabilité du bâti aux inondations et de réduction du risque.

Le risque d'inondation, une menace qui coûte cher

La dernière décennie a été marquée par de nombreux événements naturels majeurs et notamment par des inondations qui ont induit des montants de dommages considérables. Premiers concernés en termes financiers, les Etablissements cantonaux d'assurance, pour qui l'assurance incendie était la première activité il y a encore quelques années, cherchent à diminuer l'impact financier des inondations. Un des moyens les plus efficaces pour y parvenir est d'agir sur la vulnérabilité des constructions pour permettre une diminution des coûts des dommages.

Problématique

Les cartes des dangers ne sont pas les seuls paramètres à prendre en compte dans l'analyse du risque. Encore faut-il évaluer la fragilité des bâtiments qui influence également le montant des dommages.

L'expérience montre que, quels que soient les moyens mis en œuvre pour protéger les bâtiments exposés aux inondations, le risque demeure. Si les ouvrages de protection cèdent ou que l'événement dépasse la crue de dimensionnement, les bâtiments sont inondés. On s'oriente désormais vers une logique de réduction de la vulnérabilité. Nombre d'études ont été réalisées sur ce sujet, mais, à ce jour, aucun outil opérationnel simple de diagnostic de vulnérabilité n'a été développé. Plus encore, aucune méthode opérationnelle n'aborde la réduction de la vulnérabilité, tant sur le plan quantitatif que sur le plan financier.

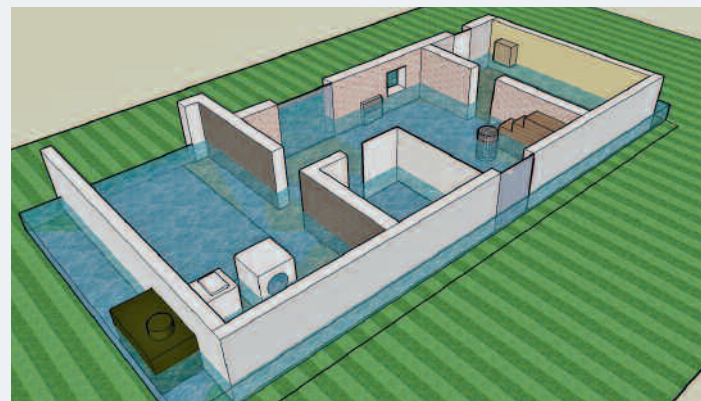
La réduction des conséquences matérielles et humaines des inondations repose sur :

- la connaissance du danger, de sa probabilité et de son intensité
- la possibilité de réaliser un diagnostic de vulnérabilité à différentes échelles (assurances, pouvoirs publics, propriétaires)
- les moyens de mise en œuvre de mesures réalistes de réduction du risque

Les cartes de dangers seront disponibles au plus tard à fin 2011. D'ici là, les établissements d'assurance devraient pouvoir disposer d'outils permettant de connaître le degré de vulnérabilité des bâtiments ainsi que les moyens et les coûts nécessaires pour les réduire.

Objectifs

Le projet s'inscrit dans une recherche de diminution de la fragilité des constructions face aux inondations. Pour cela, il propose un outil à plusieurs objectifs :



• Analyser et diagnostiquer la vulnérabilité d'un bâtiment

Avant de pouvoir identifier les parties vulnérables d'un bâtiment, il faut connaître la manière dont celui-ci est organisé, ainsi que sa composition. Il est donc nécessaire de procéder à une analyse descriptive du bâtiment qui permettra d'identifier ses parties fragiles.

• Proposition de mesures de réduction du risque

Les mesures de réduction du risque visent à rendre les habitations moins vulnérables aux inondations. Ces mesures doivent être adaptées au diagnostic de vulnérabilité, réalisables à des coûts acceptables (performance et réduction du dommage attendu), réalistes tant sur le plan technique que sur les délais de mise en œuvre.

• Choix d'une stratégie globale

L'outil d'analyse de la vulnérabilité offre la possibilité d'une nouvelle gestion du risque induit par les inondations. En permettant une possibilité de choix des critères de réduction du risque, l'assurance a la possibilité de gérer un portefeuille de bâtiments situés en zone à risque selon des critères préalablement établis, en se basant sur la période de retour, le montant des investissements ou encore les efforts réalisés par les propriétaires.

En fonction des lacunes identifiées lors de l'analyse de vulnérabilité, les variantes de solutions de réduction proposées peuvent être de deux ordres : adaptation des éléments du bâtiment aux inondations et/ou étanchéification de l'enveloppe.

Outil développé

Pour permettre aux experts des ECA ou aux propriétaires de réaliser eux-mêmes l'étude, l'outil d'analyse de la vulnérabilité et de réduction du risque est développé dans un environnement Microsoft Excel qui permet de procéder à une analyse complète en regroupant toutes les données dans un seul format. Cette solution est donc très modulable, le logiciel Excel étant accessible au grand public.



Les partenaires du projet sont les suivants :

- **l'Institut de géomatique et d'analyse du risque (IGAR) de l'université de Lausanne**, dont le groupe « Risque » est dirigé par le Professeur Michel Jaboyedoff, spécialiste dans le domaine des risques naturels. Marc Choffet y développe actuellement sa thèse de doctorat dans le cadre de ce projet.

- **Risque et Développement**, une société française spécialiste de la gestion du risque qui a développé de nombreuses méthodologies et outils pour les pouvoirs publics afin d'analyser les risques et d'identifier des solutions opérationnelles de réduction du risque sur la base d'une logique « Gagnant-Gagnant ».

- **Bianchi Conseils Sàrl et Risk & Safety AG**, 2 sociétés suisses spécialisées dans les questions de prévention des dommages dus aux éléments naturels et du risque d'incendie.

Le projet est suivi par la commission technique pour les éléments naturels de l'AEAI (CEN).

L'ECA JURA partenaire du projet

Afin de pouvoir calibrer l'outil en cours de développement et de disposer d'informations sur les dégâts causés aux bâtiments, les responsables de l'étude ont établi des partenariats avec sept établissements cantonaux d'assurance, dont l'ECA JURA. Dans le canton du Jura, une zone d'étude de bâtiments touchés par les inondations d'août 2007 à Delémont a été choisie.

Avancement du projet

L'année 2009 a été consacrée au recueil, à l'organisation, à la structuration et à l'analyse des données existantes. Les informations recueillies ont permis de développer les premiers modules opérationnels d'analyse de la vulnérabilité et de structurer le contenu global de la plateforme finale.

En 2010, les analyses seront poursuivies et les outils développés seront testés sur le terrain. Les résultats de ces démarches permettront d'approfondir et de confirmer les facteurs influant sur la vulnérabilité du bâti et d'élaborer une stratégie de réduction du risque. Une première présentation de ces outils sera proposée à un large public lors de GEOPROTECTA, le salon suisse spécialisé dans la gestion intégrée des risques liés aux dangers naturels et aux effets climatiques qui se tiendra pour la 2^e fois, à St-Gall, du 11 au 13 novembre 2010 (www.geoprotecta.ch)

Au final, l'objectif est de développer une plateforme informatique qui permettra l'utilisation des outils développés par les principaux intéressés.

Conclusion

Le développement d'un tel outil présente un véritable intérêt pour les partenaires concernés par la vulnérabilité des bâtiments aux phénomènes d'inondations. Lorsqu'on veut agir sur la vulnérabilité d'un objet, il est indispensable de disposer de données précises sur les intensités des phénomènes en fonction des périodes de retour. Il semble dès lors essentiel que les données fournies par les cartes des dangers soient complétées par des données sur les hauteurs d'eau attendues sur une parcelle en cas de crue, afin de mener au mieux les trois missions de l'ECA JURA : *Prévention-Intervention-Assurance*.



Amaryllis, *Pyronia tithonus*